

Politique

# Trump II : « La pire offensive de l'histoire contre l'environnement »



Par Théo Quintard

20 janvier 2026 à 09h35

Mis à jour le 21 janvier 2026 à 14h05

Durée de lecture : 7 minutes

**Depuis son retour à la Maison Blanche, il y a un an jour pour jour, Donald Trump mène une politique agressive de dérégulation environnementale. Cela se traduit par une exposition accrue aux pollutions et une protection de la santé à géométrie variable.**

Chicago (États-Unis), correspondance

Il n'aura ni l'un ni l'autre. Ni le prix Nobel de la paix, qu'il convoite tant pour son

autoproclamée action vertueuse sur la scène internationale, ni celui des Champions de la Terre, la plus haute distinction environnementale décernée par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Depuis le début de son deuxième mandat le 20 janvier 2025, le président des États-Unis, Donald Trump, a surtout lancé « *la pire offensive de l'histoire contre l'environnement et la santé publique* », estime un ancien employé de l'Environmental Protection Agency (EPA) – l'agence fédérale chargée de faire respecter les lois environnementales – ayant requis l'anonymat.

Cette attaque s'est notamment traduite, dès les premiers mois, par le retrait de l'Accord de Paris, suivi de coupes budgétaires et de suppressions de postes d'ampleur au sein de l'EPA. Même si des défenseurs de l'environnement et plusieurs États ont saisi la justice, il estime qu'il faudra « *sans doute plus d'une génération pour réparer les dégâts* » de cette déflagration trumpiste.

## Des « permis à polluer » pour les industries fossiles

Ce démantèlement institutionnel s'est accompagné d'un changement radical de cap politique. À rebours de son prédécesseur Joe Biden et du développement économique fondé sur les énergies renouvelables, Donald Trump a, au contraire, octroyé « *de véritables permis à polluer* » aux industries fossiles, explique Matthew Tejada, vice-président senior chargé de la santé environnementale au Natural Resources Defense Council (NRDC).

Élu avec le slogan « *Drill, baby, drill* » (« *Fore, chéri, fore* »), l'actuel locataire de la Maison Blanche s'était engagé à appliquer leur agenda une fois élu, en contrepartie d'un

soutien financier de plusieurs dizaines de millions de dollars.

Comparant l'administration Trump à « *une gouvernance par décret royal* », cet ancien cadre de l'EPA entre 2013 et 2023 décrit un basculement assumé de la doctrine fédérale : le renforcement de la politique « *compliance first* », mentionnée dans une note de service en décembre, inverse l'ordre des priorités : les grands groupes des énergies fossiles polluent d'abord, puis négocient ensuite avec l'État les délais de mise en conformité, les sanctions et d'éventuelles dérogations, au détriment de l'application immédiate de la loi.

Car sous Trump II, les industries du pétrole, du gaz et du charbon sont « *encouragées à contourner les règles existantes* », avec la promesse que ces contraintes seront « *supprimées d'ici deux ou trois ans* », ajoute-t-il.

## « Donald Trump fait tout pour mettre les pollueurs au-dessus des gens »

L'administration Trump contourne les garde-fous réglementaires à marche forcée, en transférant risques et coûts vers les populations. Accélération des permis d'extraction et d'exportation, maintien forcé de centrales à charbon pourtant promises à la fermeture, abandon de toute cohérence avec les objectifs climatiques... Les dérives sont nombreuses.

« *Toutes ces actions rendent la vie plus chère pour les gens ordinaires : elles augmentent les coûts de l'énergie et de la santé, alors que Donald Trump fait tout pour mettre les pollueurs au-dessus des gens* », résume Matthew Davis, vice-président chargé de la politique fédérale à la League of Conservation Voters (LCV).

## Pollution atmosphérique : les premiers signaux sanitaires

Avec une politique de dérégulation et de déréglementation des services de protection de l'environnement étasuniens sous Trump II, la justice environnementale apparaît de plus en plus fragilisée – la protection contre les pollutions et les risques sanitaires ne s'exerce plus de manière égale selon les territoires et les populations. « *Maintenir les gens pauvres, malades et peu éduqués, c'est une manière de les contrôler : quand on survit au jour le jour, on ne peut pas s'engager et lutter* », regrette Leslie G. Fields, la directrice des affaires fédérales de WE ACT, une organisation pour la justice environnementale.

Même si nombre d'effets sanitaires de la pollution atmosphérique ne se mesureront pleinement qu'à moyen ou long terme, les premiers marqueurs d'une dégradation sont déjà visibles. « *L'impact sanitaire le plus évident à court terme, c'est l'asthme* », explique Chitra Kumar, directrice générale climat et énergie à l'Union of Concerned Scientists (USC), un collectif indépendant de scientifiques et de citoyens. Une dégradation de la qualité de l'air se traduit rapidement par une augmentation des crises, en particulier chez les enfants et les populations déjà exposées, avec le développement de maladies cardiovasculaires, en cas d'expositions répétées.

**« Maintenir les gens pauvres, malades et peu éduqués, c'est une manière de les contrôler »**

Dans son rapport *Dirty Air, Dirty Deeds* (« *Air pollué, actes coupables* ») publié en

décembre, l'USC estime que « *près de la moitié des installations éligibles à une exemption* » présidentielle à la Clean Air Act (la principale loi fédérale encadrant la pollution de l'air aux États-Unis) « *se trouve dans des communautés où les risques de cancer liés à la pollution atmosphérique sont 80 fois supérieurs aux recommandations de l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA)* ».

Ces dynamiques nationales trouvent une résonance particulière dans certains territoires. En Louisiane, Cancer Alley, ce corridor industriel où des communautés noires et pauvres subissent une pollution extrême, est devenu un symbole de l'(in)action de l'administration Trump. En mars, le ministère de la Justice a abandonné les poursuites contre l'usine chimique Denka Performance Elastomer, accusée d'émettre du chloroprène, un cancérogène probable. La procédure engagée sous Joe Biden a été stoppée, laissant les habitants seuls face à l'industriel et signalant un net changement de priorités fédérales.

## « Une mosaïque de protections »

L'exemple de Cancer Alley illustre une tendance plus large : la « *désertion* » de l'État fédéral protecteur engendre « *une mosaïque de protections* », observe Matthew Tejada du Natural Resources Defense Council (NRDC). Le gel de programmes comme Justice40 – censés garantir que 40 % des investissements climatiques et environnementaux bénéficient aux communautés les plus vulnérables – combiné au contournement de certaines procédures de consultation publique, marginalise les communautés locales et installe une véritable « *loterie* » géographique.

Face à ce désengagement fédéral, certaines collectivités tentent de reprendre la main. À Chicago, une ordonnance sur les « *impacts*

*cumulés* », soutenue par le maire et des organisations locales, souhaite que soient prises en compte les pollutions déjà existantes (air, eau, sols) avant d'autoriser de nouvelles installations industrielles.

---

**Lire aussi : [Attaques de Trump : les climatologues étasuniens ripostent](#)**

---

Ce retrait de l'État ne concerne pas seulement la pollution chronique, mais aussi la gestion des catastrophes climatiques. Les coupes budgétaires au sein de la Federal Emergency Management Agency (Fema) et de la National Oceanic and Atmospheric Administration (Noaa), respectivement chargée de coordonner les réponses aux catastrophes et des prévisions ainsi que des

systèmes d'alerte, ont fragilisé la capacité des États-Unis à anticiper et faire face aux catastrophes naturelles. À la mi-juillet, l'absence de système d'alerte opérationnel dans le comté de Kerr, au nord de San Antonio, a notamment coûté la vie à 135 personnes, lors des importantes inondations de la rivière Guadalupe.

Ces situations ne sont pas des « *canulars* » environnementaux, contrairement aux sornettes de Donald Trump, le pyromane du climat de ce début de siècle, qui s'est désormais lancé dans le pillage des [terres du Venezuela](#) et du [Groenland](#). Elles illustrent l'amnésie écologique de la première puissance mondiale, gouvernée non par la loi ou la science, mais par un président omnipotent qui ne répond plus qu'à sa « *propre morale* » – et certainement pas à l'écologie.

---

## Après cet article

Entretien – Monde

**Avec Donald Trump, « la lutte contre le changement climatique est vue comme de l'extrémisme »**



---

Politique Monde